

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Alphonse

Code géographique : 05065

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Reina Goulet, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Alphonse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Saint-Alphonse pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-20.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____

Date

2018-02-13

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Saint-Alphonse

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Saint-Alphonse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Alphonse au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Alphonse inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

pages 13, 14, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

[Original signé par]

1

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no. A113171

New Richmond

DATE 2018-02-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalizations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	582 696	592 398	552 887
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 514	11 981	11 391
Quotes-parts	3			
Transferts	4	208 868	233 887	242 756
Services rendus	5	2 139 838	2 321 780	2 207 432
Imposition de droits	6	3 960	15 017	17 233
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	6 900	41 162	28 865
Autres revenus	10	81 300	109 801	100 015
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 035 076	3 326 026	3 160 579
Charges				
Administration générale	14	220 663	228 062	220 539
Sécurité publique	15	58 510	82 145	78 189
Transport	16	297 051	439 369	454 066
Hygiène du milieu	17	1 426 534	1 995 332	2 832 978
Santé et bien-être	18	12 200	13 215	13 482
Aménagement, urbanisme et développement	19	32 208	31 309	32 841
Loisirs et culture	20	159 197	185 731	183 839
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	188 283	203 462	230 816
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 394 646	3 178 625	4 046 750
Excédent (déficit) de l'exercice	25	640 430	147 401	(886 171)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 305 130	7 191 301
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		6 305 130	7 191 301
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		6 452 531	6 305 130

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	743 269	496 822
Débiteurs (note 5)	2	428 283	548 265
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	926 918	770 169
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 098 470	1 815 256
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		500 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 580 250	1 293 778
Revenus reportés (note 12)	12	30 730	33 769
Dette à long terme (note 13)	13	6 308 176	6 456 503
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	7 919 156	8 284 050
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 820 686)	(6 468 794)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	12 251 430	12 747 023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	21 787	26 901
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	12 273 217	12 773 924
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	6 452 531	6 305 130

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	640 430	147 401	(886 171)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ()	101 303)	(28 623)
Produit de cession	3		13 601	
Amortissement	4		586 616	585 020
(Gain) perte sur cession	5		(3 321)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		495 593	556 397
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		5 114	(14 405)
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		5 114	(14 405)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	640 430	648 108	(344 179)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(6 468 794)	(6 124 615)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(6 468 794)	(6 124 615)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(5 820 686)	(6 468 794)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	147 401	(886 171)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	586 616	585 020
Autres			
- Gain sur cession d'immos	3	(3 321)	
-	4		
	5	730 696	(301 151)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	119 982	(111 825)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	286 472	355 657
Revenus reportés	9	(3 039)	11 794
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 114	(14 405)
Autres actifs non financiers	13		
	14	1 139 225	(59 930)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(101 303)	(28 623)
Produit de cession	16	13 601	
	17	(87 702)	(28 623)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(156 749)	(107 674)
Cession	21		
	22	(156 749)	(107 674)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	635 700	
Remboursement de la dette à long terme	24	(807 500)	(785 252)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(500 000)	500 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	23 473	27 004
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(648 327)	(258 248)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	246 447	(454 475)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	496 822	951 297
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	496 822	951 297
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	743 269	496 822

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable d'un organisme municipal comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Même si l'organisme municipal et ses organismes contrôlés sont des entités juridiques ou organisationnelles distinctes, ils forment ensemble une seule entité économique à des fins de présentation de l'information financière.

Il n'y a aucun organisme contrôlé par la municipalité de Saint-Alphonse qui doit être inclus dans le rapport financier.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements temporaires et les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme à des fins de trésorerie. Les placements de portefeuille sont constitués d'encaisse et d'obligations pour la fermeture du site d'enfouissement.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****D) Passifs***Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Passif au titre des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations*Amortissement*

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5% à 5%

Bâtiments : 2,5%

Améliorations locatives : 6,67%

Véhicules : de 5% à 10%

Ameublement et équipement de bureau : de 10% à 20%

Machinerie, outillage et équipement : de 5% à 10%

Moins-value

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S/O

F) Revenus*Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesure d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Frais d'assainissement des sites contaminés :
 - Passif constaté au 31 décembre 2017 = 424 000 \$.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

I) Instruments financiers

N/A

J) Autres éléments

N/A

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 142 629	296 743
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
- Placements temporaires	4 600 640	200 079
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 743 269	496 822
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 72 246	48 842
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 64 083	122 116
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	
Organismes municipaux	15 236 619	246 837
Autres		
- Autres tiers	16 55 018	130 279
- Intérêts à recevoir	17 317	191
	18 428 283	548 265
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	8
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	926 918	770 169
	32	926 918	770 169
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	926 918	770 169
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements de portefeuille sont composés d'encaisse et d'obligations portant intérêt à des taux variant de 1,75 % à 4,25 % et échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2024.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	18 639	16 881
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	18 639	16 881

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 800 000 \$ au taux préférentiel (3,2 %) et d'une marge de crédit de 100 000 \$ au taux préférentiel plus 1 % (4,2 %) renouvelables annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	159 245	205 269
Salaires et avantages sociaux	48	34 035	39 713
Dépôts et retenues de garantie	49		28 222
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	926 918	770 169
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	424 000	212 000
Autres			
- Intérêts courus	53	36 052	38 405
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 580 250	1 293 778

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	26 792	29 831
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Transferts	66	3 938	3 938
-	67		
-	68		
-	69		
	70	30 730	33 769

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	3,93	2018	2021	71	6 333 700	6 505 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75		
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77		
Autres					78		
					79	6 333 700	6 505 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(25 524)	(48 997)
					81	6 308 176	6 456 503

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2018	82	90	5 356 900	98	107	115	5 356 900
2019	83	91	465 300	99	108	116	465 300
2020	84	92	347 300	100	109	117	347 300
2021	85	93	164 200	101	110	118	164 200
2022	86	94		102	111	119	
2023 et +	87	95		103	112	120	
	88	96	6 333 700	104	113	121	6 333 700
Intérêts et frais accessoires				105	()	122	()
	89	97	6 333 700	106	114	123	6 333 700

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(5 820 686)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(5 820 686)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	869 832	156		183		210	869 832
Eaux usées	129	1 082 974	157		184		211	1 082 974
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	2 015 574	158	69 975	185		212	2 085 549
Autres	131	10 059 229	159		186		213	10 059 229
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	1 842 587	161		188	10 499	215	1 832 088
Améliorations locatives	134	133 480	162		189		216	133 480
Véhicules	135	1 604 971	163	4 273	190		217	1 609 244
Ameublement et équipement de bureau	136	117 358	164	11 240	191		218	128 598
Machinerie, outillage et équipement divers	137	357 646	165	15 815	192		219	373 461
Terrains	138	52 653	166		193		220	52 653
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>18 136 304</u>	168	<u>101 303</u>	195	<u>10 499</u>	222	<u>18 227 108</u>
Immobilisations en cours	141		169		196		223	
	142	<u>18 136 304</u>	170	<u>101 303</u>	197	<u>10 499</u>	224	<u>18 227 108</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	354 081	171	21 746	198		225	375 827
Eaux usées	144	324 888	172	27 075	199		226	351 963
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	831 649	173	87 183	200		227	918 832
Autres	146	2 039 863	174	256 513	201		228	2 296 376
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	571 319	176	46 804	203	219	230	617 904
Améliorations locatives	149	26 696	177	3 337	204		231	30 033
Véhicules	150	906 213	178	113 926	205		232	1 020 139
Ameublement et équipement de bureau	151	92 844	179	9 429	206		233	102 273
Machinerie, outillage et équipement divers	152	241 728	180	20 603	207		234	262 331
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>5 389 281</u>	182	<u>586 616</u>	209	<u>219</u>	236	<u>5 975 678</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>12 747 023</u>					237	<u>12 251 430</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	()	242	()	244	()	246	()
Valeur comptable nette	240						247	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	254	
-	255	
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	<u>269</u>
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277
Revenus reportés	278
Dettes à long terme	279
	<u>280</u>

Solde du Fonds local d'investissement	<u>281</u>
--	------------

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	295

Excédent (déficit) de l'exercice 296

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	()	()
	302		
	303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée à verser un montant de 12 240 \$ à la MRC de Bonaventure pour les services d'un inspecteur en bâtiment pour 2018.

La municipalité est engagée en vertu d'un contrat pour l'enlèvement des ordures, à verser la somme de 11 700 \$ au cours du prochains exercice.

La municipalité s'est engagée à recevoir et à éliminer les matières résiduelles de 23 municipalités avoisinantes. L'entente est d'une durée de 25 ans échéant en 2031.

L'Office municipal d'habitation de Saint-Alphonse, la municipalité de Saint-Alphonse et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

La municipalité est engagée en vertu d'un contrat pour la location d'un photocopieur échéant en 2020, à verser la somme de 4 572 \$. Les paiements minimums exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 1 524 \$ de 2018 à 2020.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

La municipalité de Saint-Alphonse a adhéré à la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. La Régie a pour mission d'accroître les retombées de l'exploitation de la ressource éolienne. La Régie investie au nom des MRC de la région dans des parcs éoliens. Les profits nets sont redistribués aux MRC en fonction des richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Advenant le cas que les revenus de la Régie ne soient pas suffisants pour pourvoir aux dépenses, il sera exigé annuellement, de chaque MRC membres de la Régie, une contribution calculée selon les richesses foncières uniformisées (RFU) des municipalités qui ont adhéré. Dans l'éventualité où il y aurait une contribution à payer, la municipalité comptabilisera cette contribution dans les dépenses de fonctionnement de l'exercice.

22. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers**Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers**

La municipalité est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, procédures et pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les moyens que la municipalité utilise pour gérer chacun des risques financiers sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la municipalité est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

La municipalité est exposée au risque de crédit relativement aux actifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière. La municipalité a déterminé que les actifs financiers l'exposant davantage au risque de crédit sont les taxes municipales à recevoir et les paiements de transfert à recevoir, étant donné que le manquement d'une de ces parties à ses obligations pourrait entraîner des pertes financières importantes pour la municipalité.

Le solde des taxes municipales à recevoir et des paiements de transfert à recevoir est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la municipalité aux créances douteuses n'est pas importante.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des actifs financiers de la municipalité exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la municipalité est exposée. La valeur comptable des actifs financiers de la municipalité est de 2 098 470 \$ (1 815 256 \$ au 31 décembre 2016).

La direction de la municipalité estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits ci-dessus, qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est bonne à la date des états financiers.

Aucun actif financier de la municipalité n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2017 et 2016 et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

Risque de marché

Les instruments financiers de la municipalité l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****- Risque de taux d'intérêt :**

La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les dettes à long terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc la municipalité au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la municipalité à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2016) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent lié aux activités de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets de l'exercice de la municipalité.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 décembre 2017, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) de la municipalité totalise 7 919 156 \$ (8 284 050 \$ au 31 décembre 2016).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 61 ans;
- Capacité restante estimative : 1 224 999 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 926 918 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 30 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 138 626 \$. Au 31 décembre 2017, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 926 918 \$, de sorte qu'un solde de 6 211 708 \$ reste à constater.

26 Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La municipalité comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2017, un montant de 424 000 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalisations 2017		Réalisations 2016
		Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	
		de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	582 696	592 398		592 398	552 887
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 514	11 981		11 981	11 391
Quotes-parts	3					
Transferts	4	208 868	233 887		233 887	242 756
Services rendus	5	2 139 838	2 321 780		2 321 780	2 207 432
Imposition de droits	6	3 960	15 017		15 017	17 233
Amendes et pénalités	7					
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	6 900	41 162		41 162	28 865
Autres revenus	10	81 300	98 689		98 689	100 015
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 035 076	3 314 914		3 314 914	3 160 579
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		11 112		11 112	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		11 112		11 112	
	21	3 035 076	3 326 026		3 326 026	3 160 579
Charges						
Administration générale	22	220 663	220 269	7 793	228 062	220 539
Sécurité publique	23	58 510	62 916	19 229	82 145	78 189
Transport	24	297 051	328 047	111 322	439 369	454 066
Hygiène du milieu	25	1 426 534	1 575 867	419 465	1 995 332	2 832 978
Santé et bien-être	26	12 200	13 215		13 215	13 482
Aménagement, urbanisme et développement	27	32 208	31 309		31 309	32 841
Loisirs et culture	28	159 197	156 924	28 807	185 731	183 839
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	188 283	203 462		203 462	230 816
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		586 616	(586 616)		
	33	2 394 646	3 178 625		3 178 625	4 046 750
Excédent (déficit) de l'exercice	34	640 430	147 401		147 401	(886 171)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	640 430	147 401	(886 171)
Moins: revenus d'investissement	2 ()	11 112))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	640 430	136 289	(886 171)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		586 616	585 020
Produit de cession	5		13 601	
(Gain) perte sur cession	6		(3 321)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		596 896	585 020
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		34	635 666
Remboursement de la dette à long terme	17 (807 500)	(807 500)	(785 252)
	18	(807 500)	(807 466)	(149 586)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (175 000)	(90 191)	(28 623)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	342 070	342 070	609 552
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		239 004	239 004
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	167 070	490 883	819 933
	26	(640 430)	280 313	1 255 367
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		416 602	369 196

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	11 112	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	()	(10 498)
Sécurité publique	3	11 112	()
Transport	4	4 273	(5 283)
Hygiène du milieu	5	85 918	(12 842)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(101 303)	(28 623)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	90 191	28 623
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	90 191	28 623
	19	(11 112)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	645 113	644 471	664 050
Charges sociales	2	151 335	145 400	149 812
Biens et services	3	861 394	747 720	1 639 465
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	188 283	203 462	230 816
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec				
et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	39 021	36 142	35 938
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		586 616	585 020
Autres				
- Provision post fermeture (LET)	15	109 000	156 748	107 674
- Redevance MDDEP (LET)	16	400 500	446 066	421 975
- Provision fermeture (LET)	17		212 000	212 000
	18	2 394 646	3 178 625	4 046 750

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	92 000	92 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	839 544	765 012
Réserves financières et fonds réservés	3		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 085 743)	(874 831)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	6 606 730	6 322 949
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	6 452 531	6 305 130
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	92 000	92 000
Organismes contrôlés ¹	10		
	11	92 000	92 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Réserve fonds routier	12	146 749	66 555
- Réserve fonds environnemental	13	75 000	50 000
- Affect. exercice suivant LET	14	602 795	604 457
- Affect. exercice suivant Mun	15	15 000	44 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	839 544	765 012
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	839 544	765 012
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47		
	48		

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 (424 000) ()	(212 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (424 000) ()	(212 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ((27 257)) ()	((54 261))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 ((27 257)) ()	((54 261))
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 (689 000)	(717 092)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 (689 000)	(717 092)
	81 (1 085 743) ()	(874 831)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
	53	54
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés permanents de la municipalité participent à un REER collectif. La municipalité verse le même montant que l'employé jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	18 639	16 881

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 Oui
110 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111 _____

Description du régime

	2017	2016
Cotisations des élus au RREM 112		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 113		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 114		
115		

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	6 333 700
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
- Portion dette autres mun - LET	12	5 479 569
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	854 131
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	15	854 131
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	854 131
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	854 131
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	427 338	433 229	393 687
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	427 338	433 229	393 687
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	66 300	66 380	66 600
Égout	11	43 680	43 744	43 920
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	45 378	45 398	45 514
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 647	3 166
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	155 358	159 169	159 200
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	155 358	159 169	159 200
	26	582 696	592 398	552 887

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	2 214	2 214
	31	2 214	2 214
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	8 100	7 990
	35	8 100	7 990
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	10 314	10 204
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	520	506
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	680	681
Taxes d'affaires	43		
	44	1 200	1 187
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	11 514	11 391

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	75 868	95 541
Enlèvement de la neige	58		108 973
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	3 125	2 497
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	75 868	98 666
		98 666	111 470

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	127 000	127 081	123 760
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	6 000	8 140	7 526
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	133 000	135 221	131 286
TOTAL DES TRANSFERTS	139	208 868	233 887	242 756

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	1 887 880	1 939 839
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	1 887 880	1 939 839
1 846 144			
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	1 887 880	1 939 839
1 846 144			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184	3 277	2 836
	185	3 277	2 836
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189	2 399	1 435
	190	2 399	1 435
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192	10 500	20 411
Autres	193		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	10 500	20 411
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	200		
Traitement des eaux usées	201		
Réseaux d'égout	202		
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209	229 811	325 331
	210	229 811	325 331
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220		
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222	8 370	11 275
	223	8 370	11 275
Réseau d'électricité			
	224		
	225	251 958	361 288
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	2 139 838	2 207 432

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	1 460	1 805	1 565
Droits de mutation immobilière	228	2 500	6 178	6 534
Droits sur les carrières et sablières	229		7 034	9 134
Autres	230			
	231	3 960	15 017	17 233
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	6 900	41 162	28 865
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		3 321	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240	16 000	28 235	34 525
Autres contributions	241			
Autres	242	65 300	78 245	65 490
	243	81 300	109 801	100 015
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	47 905		45 563		45 563	47 430
Greffe et application de la loi	2	4 000		7 278		7 278	
Gestion financière et administrative	3	118 095	120 282		7 793	128 075	125 236
Évaluation	4	30 840	27 628			27 628	27 751
Gestion du personnel	5						
Autres							
- Autres	6	19 823	19 518			19 518	20 122
-	7						
	8	220 663	220 269	7 793		228 062	220 539
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	29 600	33 155			33 155	32 762
Sécurité incendie	10	26 910	27 886	19 229		47 115	43 717
Sécurité civile	11	2 000	1 875			1 875	1 710
Autres	12						
	13	58 510	62 916	19 229		82 145	78 189
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	163 025	177 616	94 756		272 372	293 243
Enlèvement de la neige	15	123 846	140 629	16 566		157 195	151 962
Éclairage des rues	16	9 400	8 979			8 979	8 084
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	780	823			823	777
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	297 051	328 047	111 322		439 369	454 066

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	50 450	52 176	24 183	76 359		87 462
Réseau de distribution de l'eau potable	24	30 280	23 710		23 710		59 932
Traitement des eaux usées	25	21 900	10 534	27 893	38 427		51 706
Réseaux d'égout	26	2 700	1 046		1 046		
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	11 700	11 700		11 700		11 700
Élimination	28	1 294 134	1 461 331	367 389	1 828 720		2 604 141
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	9 089	9 089		9 089		8 730
Tri et conditionnement	30	6 281	6 281		6 281		9 307
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	1 426 534	1 575 867	419 465	1 995 332		2 832 978
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	5 000	7 237		7 237		6 677
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	7 200	5 978		5 978		6 805
	44	12 200	13 215		13 215		13 482
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	12 010	11 819		11 819		13 520
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 698	1 698		1 698		1 673
Tourisme	49	750	452		452		893
Autres	50	17 750	17 340		17 340		16 755
Autres	51						
	52	32 208	31 309		31 309		32 841

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	103 057	92 620	8 850	101 470	95 683
Patinoires intérieures et extérieures	54	12 400	11 240	1 367	12 607	13 951
Piscines, plages et ports de plaisance	55	15 050	17 659		17 659	10 651
Parcs et terrains de jeux	56	11 450	11 647	1 096	12 743	13 412
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		8 593	8 968	17 561	27 958
	60	141 957	141 759	20 281	162 040	161 655
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	8 400	6 177	1 788	7 965	7 839
Bibliothèques	62	8 840	8 988	6 738	15 726	14 345
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	17 240	15 165	8 526	23 691	22 184
	67	159 197	156 924	28 807	185 731	183 839
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	188 283	175 100		175 100	198 864
Autres frais	70		28 362		28 362	31 952
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	188 283	203 462		203 462	230 816
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75			586 616	(586 616)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la secrétaire-trésorière de
Municipalité de Saint-Alphonse

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité de Saint-Alphonse (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no. A113171

New Richmond

DATE 2018-02-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	592 398
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	13 418

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 647
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	602 169

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	39 965 070
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	40 028 910
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	39 996 990

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017

(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

--	--	--	--	--

 ,

--	--	--	--	--

 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	69 975	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		10 498
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	4 273	
Ameublement et équipement de bureau	18	11 240	1 469
Machinerie, outillage et équipement divers	19	15 815	16 656
Terrains	20		
Autres	21		
	22	101 303	28 623

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	69 975	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	31 328	28 623
	34	101 303	28 623

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	101 303	28 623
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	101 303	28 623

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	163 011		34 620	128 391
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 342 489	635 700	772 880	6 205 309
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 505 500	635 700	807 500	6 333 700
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18				
	19	6 505 500	635 700	807 500	6 333 700
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 505 500	635 700	807 500	6 333 700

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	30 700	27 524	27 567
Autres	3	2 723	2 723	2 703
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 000	3 297	3 095
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	900	900	900
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 698	1 698	1 673
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	39 021	36 142	35 938

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	40,00	6 079,00	173 868	39 142	213 010
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,00	32,00	2 834,00	51 583	22 946	74 529
Cols bleus	4	9,00	40,00	19 495,00	379 821	81 495	461 316
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	14,00		28 408,00	605 272	143 583	748 855
Élus	9	7,00			39 199	1 817	41 016
	10	21,00			644 471	145 400	789 871

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	230 762		3 125		233 887
	17	230 762		3 125		233 887

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 489	2 638
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 489	2 638
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 672	6 846
Enlèvement de la neige	11	2 026	2 207
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	7 698	9 053
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 422	3 073
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	2 431	5 198
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	184 019	201 713
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	187 872	209 984
Santé et bien-être			
Logement social	27	4 005	7 583
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	4 005	7 583
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	1 398	1 558
Autres	38		
	39	1 398	1 558
Réseau d'électricité			
	40		
	41	203 462	230 816

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Luc Poirier	2 308	1 154
Julien St-Onge	2 308	1 154
Josiane Appleby	2 308	1 154
Gérard Porlier	10 235	5 117
Yves Barriault	2 770	1 385
Tommy Cyr	2 308	1 154
Steven Allain	2 770	1 385
Sylvie Dugas	462	231
Cynthia Samson	462	231
Rolande Duguay	462	231
Jean-Guy Bernard	462	231

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16		\$
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	3 995 \$	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23 _____	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26 _____	\$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29 _____	13 418 \$
b) autres formes d'aide	30 _____	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31 _____	
Facteur comparatif de 2017	32 _____	
Valeur uniformisée	33 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET

	34		70 068 \$
--	----	--	-----------

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

- | | | | |
|--|----|--|------------|
| a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) | | | |
| - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver | 35 | | 64 185 \$ |
| - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver | 36 | | 69 028 \$ |
| b) Dépenses d'investissement | 37 | | \$ |
| c) Total des frais encourus admissibles | 38 | | 133 213 \$ |
- d) Description des dépenses d'investissement :

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|--|
| a) Numéro de la résolution | 39 | 019-01-2018 | |
| b) Date d'adoption de la résolution | 40 | 2018-01-15 | |

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	432 308
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	432 308

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	66 600
Égout	11	43 920
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	45 514
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	156 034
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	156 034
	26	588 342

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	2 214
	5	2 214

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 500
	9	8 500

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	10 714

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	520
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	681
Taxes d'affaires	17	
	18	1 201

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	11 915

S57

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 39 908 620	x 2 1,1000 /100\$	3 438 995				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x 5 /100\$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x 8 /100\$		9				
Immeubles non résidentiels	10 x 11 /100\$		12				
Immeubles industriels	13 x 14 /100\$		15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x 17 /100\$		18				
Autres	19 x 20 /100\$		21				
Immeubles agricoles	22 x 23 /100\$		24				
Total			25 438 995	26 (..... 8 010)	27 (.....)	28 1 323	29 432 308
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 x 31 /100\$		32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x 34 /100\$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x 37 /100\$		38				
Immeubles non résidentiels	39 x 40 /100\$		41				
Immeubles industriels	42 x 43 /100\$		44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x 46 /100\$		47				
Autres	48 x 49 /100\$		50				
Immeubles agricoles	51 x 52 /100\$		53				
Total			54 55 (.....)	56 (.....)	57 58		

39

558

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrevements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 ()	27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

40

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	[3 0 0] , [0 0] \$
Égout	2	[2 4 0] , [0 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [8 3] , [0 0] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Matières recyclables	53,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	588 342
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	588 342
---	----	----------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	39 908 620
--	----	-------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	114,742 /100 \$
--	----	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	8 800 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	2 677 721 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	712 900 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	258 210 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	306 392 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 127, rue Principale Est
(no) (rue)
Saint-Alphonse (Québec) G0C 2V0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 388-5214
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 388-2435
(ind. rég.) (numéro)

Courriel st-alphonsemuni@globetrotter.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Reina Goulet

Téléphone (418) 388-5214
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 388-2435
(ind. rég.) (numéro)

Courriel st-alphonsemuni@globetrotter.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 189, boulevard Perron Ouest
(no) (rue)
New Richmond (Québec) G0C 2B0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 392-5001
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 392-5171
(ind. rég.) (numéro)

Courriel berthelot.daniel@rcgt.com

Responsable du dossier Daniel Berthelot, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Reina Goulet , atteste que le rapport financier de Saint-Alphonse pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-03-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Alphonse .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Alphonse consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Alphonse détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 147 401 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,5055 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-02-13 15:07:29

Date de transmission au Ministère : 2018/03/12